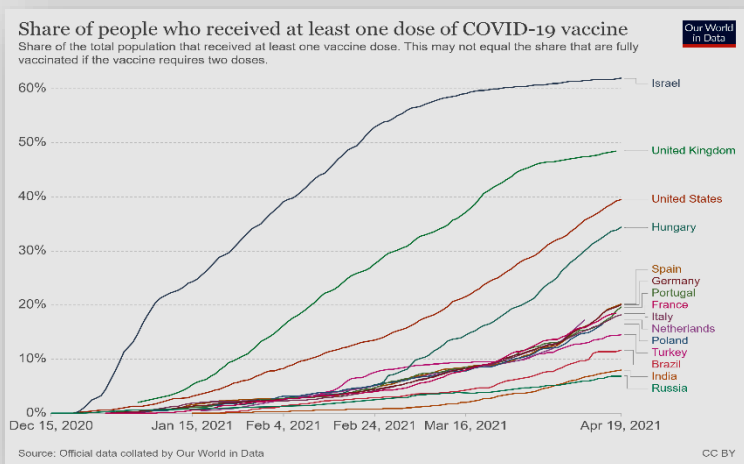


Conjoncture économique

Par Lazar TELLI Gérant PATRIM'ETHIC, Membre ASSEMBLE

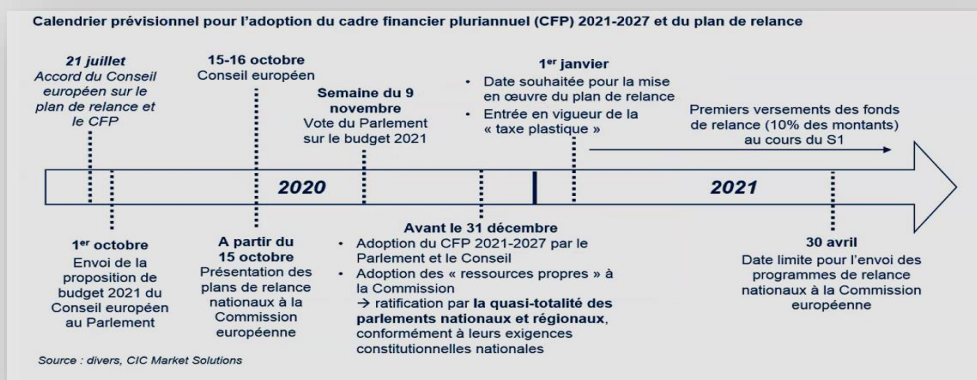
Le top départ de la vaccination contre le nouveau coronavirus avait été donné le 27 décembre dernier dans

l'Union européenne. Le Royaume-Uni avait débuté sa campagne dès le 8 décembre. Dans de nombreux pays, comme en France ou en Allemagne, de nombreuses voix se sont élevées contre un démarrage jugé trop lent. A ce jour, plus de 115 millions de doses (première et seconde cumulées) de vaccins contre la Covid-19 ont été administrées dans toute l'Union européenne. Les Italiens ont pour le moment injecté 15,6 millions de doses (là aussi première et seconde cumulées), 17,1 millions côté français et 22,4 millions en Allemagne, pendant que

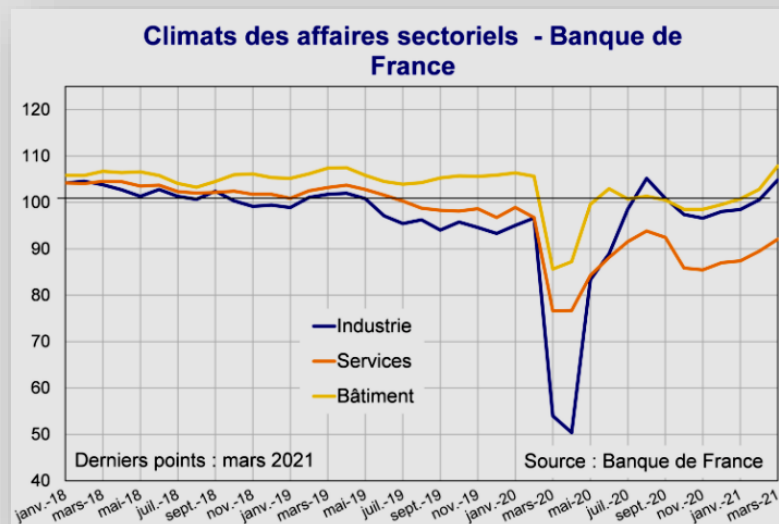


43 084 487 doses sont administrées aux habitants du Royaume-Uni. Le rythme de la campagne de vaccination européenne devrait s'accélérer dans les prochaines semaines, avec l'arrivée de 410 millions de vaccins d'ici la fin du trimestre. 50 millions de doses Pfizer de plus que prévu doivent être livrées entre avril et juin. « L'objectif est de livrer à l'ensemble des Etats membres de quoi vacciner au moins 70% de la population adulte, et ce avec double dose, d'ici mi-juillet », a affirmé le commissaire européen **Thierry Breton**.

La cour suprême allemande a suspendu en mars dernier la ratification du plan de relance de l'Union européenne. Cette décision pourrait ralentir la mise en place du fonds de 750 millions € décidés pour relancer l'économie européenne après la crise sanitaire liée au Covid-19. Malgré le vote d'une très large majorité des élus, la cour de Karlsruhe a décidé que le texte de loi portant sur le plan de relance européen ne devait pas être paraphé, dans l'attente d'une décision sur un recours concernant une dette commune européenne. Parmi les 27, dix manquent encore à l'appel, dont l'Allemagne où la légalité du dispositif est questionnée par la cour constitutionnelle ou encore l'Italie qui risque ne pas remettre son plan à temps (30 avril) car Bruxelles n'est pas satisfaite de plusieurs aspects des projets présentés jusqu'à présent.



L'activité mondiale rebondirait en 2021 sous l'effet de l'amélioration progressive de la situation sanitaire. Les États-Unis rattraperaient en 2021 le niveau d'activité de 2019, l'Allemagne le retrouverait en 2022, tandis que l'Espagne et l'Italie resteraient en-deçà à cet horizon. Le commerce mondial rebondirait en 2021, soutenu par la normalisation de la production industrielle et les échanges progresseraient en 2022 avec l'activité. L'évolution de la situation sanitaire est le principal aléa.

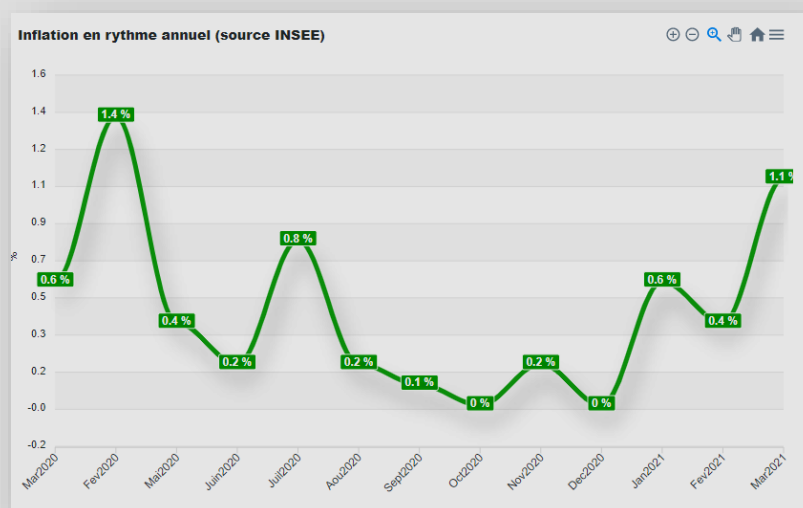


Ceci explique la légère régression dans les climats des affaires de la Banque de France après la fin du second confinement. Dans le secteur manufacturier, la production est repartie à la hausse tandis que, les prix à la consommation restent stables sur un an.

Au mois de mars, les mesures sanitaires ont été progressivement étendues, avec en particulier la mise en place de restrictions renforcées dans 16 puis 19 départements à compter du 20 mars. Pour autant, l'activité s'est raffermie dans l'industrie, comme dans les services marchands et le bâtiment, selon une enquête de conjoncture de la banque de France menée entre le 29 mars et le 6 avril auprès de 8 500 entreprises ou établissements. Au total, La Banque de France estime à - 4 % la perte de PIB sur le mois de mars par rapport au niveau d'avant-crise, contre - 5 % en février. Sur l'ensemble du 1er trimestre, le PIB serait en légère croissance par rapport au trimestre précédent.

Pour le mois d'avril, les chefs d'entreprise anticipent un léger repli de l'activité ; environ 80 % d'entre eux ont répondu après les annonces du 31 mars concernant le renforcement des mesures sanitaires (extension des restrictions à l'ensemble du territoire, fermeture des crèches et des établissements scolaires pendant trois à quatre semaines). En tenant compte de cela, la Banque de France estime que la perte de PIB par rapport au niveau d'avant-crise serait de - 7 % en avril, soit du même ordre de grandeur que lors du précédent confinement de novembre (mais durant lequel les crèches et établissements scolaires étaient restés ouverts) et quatre à cinq fois moins importante que lors du premier confinement d'avril 2020. Ceci témoigne d'une résilience accrue de l'économie aux contraintes sanitaires.

Selon les derniers chiffres publiés par l'INSEE, en mars 2021, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % sur un mois, après avoir été stable en février. Les prix des produits manufacturés rebondissent nettement (+1,6 % après -0,9 %) en lien avec la fin des soldes d'hiver. Les prix de l'alimentation sont stables après une baisse de 0,2 % en février. Les prix des services (+0,1 % après +0,2 %) et ceux de l'énergie (+2,2 % après +2,5 %) ralentissent légèrement.



En dépit des turbulences ayant suivi la fin de la période de transition post- Brexit, l'économie du Royaume-Uni pourrait vite remonter la pente au fil des trimestres cette année, d'autant que l'avance du pays sur le front de la vaccination est massive.

Le Royaume-Uni a particulièrement souffert de la crise du Covid-19 depuis un an, mais son économie, perturbée en outre par la fin de la période de transition post- Brexit, n'a pas dit son dernier mot !

Si le PIB britannique reste inférieur de 7,8% à son niveau de février 2020 (soit avant le début de la crise du Covid-19), le Bureau national des statistiques (ONS) indique que le PIB en janvier a finalement reculé de 2,2%, soit moins que l'estimation précédente, qui faisait état d'une baisse de 2,9%. "L'économie a commencé à s'améliorer en février après la forte baisse observée en début d'année" indique un porte-parole de l'ONS. L'économie britannique a résisté le mois dernier malgré le confinement strict mis en place dans le pays depuis janvier.

En février, le PIB a été aidé principalement par la production industrielle, ce que certains économistes associent à un retour à la normale après les perturbations du Brexit, et un léger frémissement des dépenses de consommation. Ces chiffres sont publiés au lendemain d'une nouvelle étape du déconfinement en Angleterre avec la réouverture des commerces non essentiels et des terrasses des bars et restaurants. Cette reprise progressive de l'activité laisse espérer un rebond plus marqué de la croissance au deuxième trimestre.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES MARCHÉS FINANCIERS

<u>Indice Actions</u>	<u>Cours au 21-04-21</u>	<u>Variation mois</u>
CAC 40	6 210,55	4,1%
Eurostoxx 50	3 977,55	3,7%
S&P	4161,06	5,59%
Nasdaq	13 881,59	3,76%

<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Cours au 21-04-21</u>	<u>Variation mois</u>
OAT Français	-0,108	0,325%
OAT Allemand	-0,263	0,15%
Us Treasuries	1,571	-0,07%

<u>PETROLE et OR</u>	<u>Cours au 21-04-21</u>	<u>Variation mois</u>
Pétrole (\$/baril)	65,85	2,41%
Or(\$/once)	1 794,22	3,18%

<u>Taux de change</u>	<u>Cours au 21-04-21</u>	<u>Variation mois</u>
EUR / USD	1,2028	1,07%